

# «Les sanctions sont hypocrites»

**NEUTRALITÉ** Ancien conseiller fédéral et entrepreneur à succès à la tête d'Ems-Chemie, Christoph Blocher marque de son empreinte le débat sur la neutralité suisse à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL GUILLAUME ET FRÉDÉRIC KÖLLER, HERRLIBERG (ZH)

@mfguillaume | @frederickoller

A 81 ans, le patriarche de l'UDC Christoph Blocher occupe toujours le devant de la scène alors qu'il s'apprête à lancer une initiative populaire pour une neutralité «permanente, armée et intégrale». De son côté, le Conseil fédéral devrait publier son rapport tout prochainement. Le débat sur l'évolution de notre neutralité est bien lancé.

**Avez-vous lu le rapport du Conseil fédéral sur la neutralité?** Non, mais j'en connais les principales conclusions à travers les révélations des médias.

**Et que pensez-vous de cette neutralité dite «coopérative»?** Il ne s'agit plus d'une neutralité pour protéger les valeurs de la Suisse, mais seulement pour préserver le droit international. Apparemment, le Conseil fédéral considère que la neutralité suisse est dépassée. C'est pourtant celle qui a garanti notre paix pendant 200 ans. Elle nous a surtout épargné les deux guerres mondiales et permis de vivre en paix. Selon le gouvernement, cette neutralité-là ne correspondrait plus au *Zeitgeist*, à l'esprit du temps. Ce sont les mêmes arguments que j'ai entendus lorsque le Conseil fédéral a voulu faire adhérer la Suisse à l'Espace économique européen (EEE) et à l'Union européenne en 1992. Jean-Pascal Delamuraz a même parlé de «dimanche noir» au soir de la votation lorsque le peuple a dit non à l'EEE et oui à la souveraineté de la Suisse. Mais le cataclysme qu'il avait prédit ne s'est pas produit.

**Ce «Zeitgeist», comme la neutralité «permanente, armée et intégrale» que vous prônez dans votre initiative, est-il immuable à vos yeux?** La Suisse, avec sa démocratie directe unique au monde, reste un cas particulier. Notre neutralité permanente est aussi unique. Elle fait partie de notre identité et constitue un excellent instrument pour préserver la paix.

**Le rapport Bergier a montré que notre neutralité n'avait pas été intégrale durant la Deuxième Guerre mondiale. Pensez-vous vraiment qu'elle l'ait été?** Oui! Nous avons certes eu des relations commerciales avec les parties belligérantes, mais ce n'est pas défendu. Nous y avons été contraints pour survivre. Les autres pays ont accepté cela, même le premier ministre britannique Winston Churchill en a convenu.

**Vous avez été le patron d'Ems-Chemie avant d'accéder au Conseil fédéral. Comment votre entreprise s'est-elle comportée lorsque des sanctions ont été prononcées?** L'important est alors de ne pas profiter des sanctions décrétées par d'autres pays. Notre attitude a toujours été de «geler» les échanges économiques à l'état du statu quo, c'est-à-dire de ne pas augmenter le chiffre d'affaires et de ne pas trouver de nouveaux clients. Nous avons connu cela lors des sanctions contre l'Irak, la Yougoslavie et enfin la Crimée. La Confédération, à travers l'administration des douanes, a pu vérifier cela très facilement.

**Le 28 février 2022, le Conseil fédéral a repris les sanctions de l'UE après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Qu'avez-vous dit à ses membres?** Je leur ai dit que c'était une erreur capitale que d'abandonner la neutralité et qu'ils travaillaient contre la Suisse et contre la crédibilité de la neutralité suisse, car notre pays se privait ainsi de pouvoir offrir ses bons offices aux deux parties en conflit. Si en juin 2021, les deux présidents Joe Biden et Vladimir Poutine avaient été d'accord de se rencontrer à Genève, c'est parce qu'ils nous reconnaissaient un statut de neutralité. Depuis la décision du 28 février, plus personne n'y croit. Joe Biden était visiblement surpris lorsqu'il a déclaré que «même la Suisse» («even Switzerland!») s'était rangée dans le camp occidental. Quant à la Russie, elle considère désormais la Suisse comme un «pays inamical».

**Que vous ont répondu les conseillers fédéraux?** Tous m'ont dit qu'il n'y avait pas eu d'autre possibilité que de reprendre les

## INTERVIEW

Christoph Blocher, chez lui: «Pendant la Deuxième Guerre, nous avons été contraints d'avoir des relations commerciales avec les parties belligérantes pour survivre.» (HERRLIBERG, 6 JUILLET 2022/RENE RUIS POUR LE TEMPS)



sanctions de l'UE. Les grandes banques ont elles aussi été sous la pression des Etats-Unis. Elles étaient contentes de la décision du Conseil fédéral, car elles ont pu dire aux oligarques russes que c'est la Confédération – et non pas elles – qui leur avait imposé les sanctions.

**Que craignez-vous désormais?** Que se passerait-il si la Russie gagnait cette guerre? Dans ce cas, la Russie ne s'arrêtera pas à l'Ukraine. Elle tentera de reconquérir les territoires perdus lors de l'effondrement de l'Union soviétique: les pays baltes et d'autres, comme l'Ouzbékistan. J'ai visité ce pays en 2014. Mais alors que je disais aux gens qu'ils devaient être contents d'être libres, ils souriaient en rappelant que leur président ne parlait que le russe. J'ai alors compris que la page soviétique n'était pas tournée.

**Si Poutine veut poursuivre ses conquêtes, faut-il le laisser faire?** Non, mais c'est le devoir de ces pays et de l'OTAN s'ils en sont membres. Qu'est-ce qu'un petit pays peut faire? Nous sommes un petit pays, pas une puissance.

**La Suisse est riche, elle peut agir.** Elle est devenue riche! Grâce à la forme de son Etat, à notre travail et à notre ouverture. Les Etats n'ont pas d'amis, seulement des intérêts. Si la Russie poursuit ses conquêtes, ce qui serait affreux, elle ira jusqu'en Pologne, à la

frontière de l'Allemagne, voisine de la Suisse, et nous ne serons plus neutres. On dit que l'OTAN luttera. Mais l'OTAN, du point de vue militaire, ce sont les Etats-Unis. Et je ne pense pas qu'ils viendront immédiatement aider l'Europe. Lors de la Deuxième Guerre mondiale, ce n'est qu'après Pearl Harbor qu'ils lui sont venus en aide.

## «Un petit pays n'a pas d'autre choix que d'être ouvert»

**Dans vos journaux, vous avez écrit qu'il fallait aussi prendre en considération la souffrance des jeunes soldats russes. Etes-vous pro-russe?** Absolument pas. Je critiquais un article du *Tages Anzeiger* qui évoquait les souffrances que d'une partie en conflit. J'ai déjà dit 100 fois que l'attaque russe était affreuse. Mais on tue dans chaque camp et il faut prendre en compte la souffrance des deux côtés. J'ai évoqué ces jeunes morts parce que les moins de 50 ans ne savent plus ce qu'est la guerre. Je suis né en 1940, j'ai connu la guerre, je sais l'importance de la neutralité.

**Pourquoi dites-vous que la Suisse, qui a refusé de livrer des armes et n'a pas interdit les médias russes, est un pays en guerre?** Les sanctions sont un outil de guerre. Il est hypocrite de

prétendre le contraire. Le réformateur zurichois Ulrich Zwingli s'était opposé au boycott du barrage du pain («*Brottsperre*»), un moyen qu'il considérait comme pire que des mesures militaires. On peut se battre entre soldats, mais pas contre les pauvres. Les sanctions ne posent pas de problèmes pour l'Etat russe et aux grandes entreprises russes de commerce d'hydrocarbures. C'est par contre un problème pour les Européens. Oui, nous sommes en guerre! Pourquoi sommes-nous en troisième position sur la liste des ennemis de la Russie, après les Etats-Unis et le Royaume-Uni? J'ai lu que le président du CICR, Peter Maurer, n'est pas content que la Suisse ne soit plus neutre.

**Votre ancienne collègue Micheline Calmy-Rey qualifie votre neutralité de «business model». Que répondez-vous?** Ce n'est pas un modèle, mais la neutralité est aussi utile pour nos entreprises, pour une Suisse ouverte. Un petit pays n'a pas d'autre choix que d'être ouvert. J'entends aujourd'hui un ancien client israélien qui demande ce qu'il se passera s'il y a une attaque israélienne contre les Palestiniens et que la Suisse prend des sanctions? Ils ne veulent pas se fournir dans un pays qui n'est pas neutre. C'est aussi notre économie qui est en jeu, soit des emplois, la force de notre pays!

**EMS-Chemie a beaucoup d'intérêts en Chine. Avez-vous peur de sanctions américaines**

**contre la Chine en cas de conflit à Taiwan?** Je n'ai pas peur des Etats-Unis, mais de nos politiciens. Ce sont eux qui font des fautes. Il y a toujours eu des pressions sur la Suisse, mais il faut savoir dire non. Si la neutralité était clairement inscrite dans la Constitution, elle serait bien mieux respectée.

**Etes-vous déjà allé à Taiwan?** Plusieurs fois. Nous travaillons avec Taiwan depuis les années 1960, ce n'est pas un secret. Nous y avons une usine avant que la Chine ne s'ouvre dans les années 1980. Cela n'a posé aucun problème. Deng Xiaoping était pour l'ouverture. A présent, c'est un peu le contraire.

**Quand l'ambassadeur de Chine à Berne enjoint aux élus suisses de ne pas y aller, que conseillez-vous?** Que c'est notre liberté d'y aller, même si nous respectons la Chine. Cela fait des années que des parlementaires vont à Taiwan, et cela n'a jamais été un problème. Mais on doit rester neutre et ne pas provoquer comme l'a fait l'Américaine Nancy Pelosi.

**Comment voyez-vous la Suisse dans vingt ans?** Si la Suisse reste souveraine, conserve sa démocratie directe, son fédéralisme et sa neutralité, ainsi que des relations amicales avec tous les pays, nous irons toujours mieux que les autres pays. ■

## Le débat sur la neutralité s'enflamme

**POLITIQUE FÉDÉRALE** Alors que la gauche semble se satisfaire du statu quo actuel sur la politique de la neutralité, les présidents du centre droit se montrent beaucoup plus offensifs. Cela même si ni le Centre ni le PLR n'ont encore publié de papier de position étagé

A peine le président russe Vladimir Poutine a-t-il lancé son offensive en Ukraine que le débat sur la neutralité suisse s'est enflammé. Il a d'emblée été marqué par trois fortes personnalités, toutes allemandes: Christoph Blocher (UDC) bien sûr, qui s'apprête à lancer une initiative populaire pour une neutralité «intégrale», mais aussi par les deux présidents Gerhard Pfister (Le Centre) et Thierry Burkart (PLR).

En avril, les deux dirigeants du centre droit ont brisé un tabou. A l'unisson,

ils ont critiqué le Conseil fédéral, qui a refusé d'autoriser l'Allemagne et le Danemark à réexporter en Ukraine de la munition suisse. Ils ont lancé un débat pour réinventer la neutralité à la lumière de cette guerre, chacun à sa manière. Gerhard Pfister, dans la révision de la loi sur les embargos, a réussi à convaincre le Conseil national d'ouvrir la voie à des sanctions purement suisses. Quant à Thierry Burkart, il prône un rapprochement de la Suisse avec l'OTAN.

### La gauche encore vague dans ses positions

Pour le moment, ces positions sont personnelles et n'ont pas été consolidées dans leur propre parti, qui en reste à des déclarations générales. «En cas de violations flagrantes du droit international, la Suisse doit soutenir solidairement les sanctions de l'ONU, de l'OSCE et de ses

principaux partenaires commerciaux», estime ainsi le PLR.

A gauche aussi on en reste à des principes généraux. Le PS annonce qu'il prépare un papier de position. Jusqu'ici, ses deux coprésidents Mattea Meyer et Cédric Wermuth ont plutôt défendu l'actuel statu quo en matière de neutralité. La première insiste sur la nécessité d'agir sur la place financière, tandis que le second souligne «qu'on ne change pas de politique en pleine crise». Quant aux Vert-e-s, eux aussi n'ont pas encore pris de position longuement étagée. Lors de leur assemblée générale du 20 août dernier, ils ont approuvé une résolution «pour une politique extérieure suisse féministe au service des droits humains et de la démocratie». Ils y soutiennent une «indépendance et une neutralité militaire qui exclut toute exportation d'armes à des parties en conflit». ■ M. G., BERNE

## Forum des 100

Pour sa 18e édition, le Forum des 100 organisé par *Le Temps* explorera les relations qu'entretient la Suisse avec le reste du monde via cinq chapitres. La neutralité sera l'un des thèmes abordés lors d'un débat sur l'avenir des relations bilatérales Suisse-Europe. Pierre-Yves Maillard, Céline Amaudruz, Gerhard Pfister et Cenni Najy viendront défendre leurs priorités pour la Suisse. Le Forum des 100 aura lieu le 11 octobre à l'EPFL.

Renseignements: [forumdes100@letemps.ch](mailto:forumdes100@letemps.ch)